



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Programme d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole (PICOFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 2-12 Oct 2012

Date du document: 29/11/2012

No. du Projet: 1220

No. du rapport:

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

A. Introduction¹

1. Le Programme d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole (PICOFA) s'est achevé le 30 juin 2012. La dernière mission de supervision du Programme a été conduite du 02 au 11 octobre 2012 au Burkina Faso afin d'évaluer l'état des progrès réalisés depuis la dernière supervision de 2011 et la mission d'appui de juin 2012. La mission de supervision a rencontré des représentants de la DGCOOP/MEF, de la DGEP/MEF et du MAH à Ouagadougou avant de travailler avec l'Unité de Gestion du Programme à Fada N'Gourma. Les résultats et les recommandations de la mission ont été partagés avec le Secrétaire Général du MAH. La mission tient à remercier le Gouvernement et toutes les parties prenantes pour leur appui constant pendant la mission.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

2. Le PICOFA est financé conjointement par le FIDA, la BAD, la BOAD, le Gouvernement et les bénéficiaires pour un montant équivalent à 28,8 millions d'USD, auquel le FIDA contribue l'équivalent de 11,9 millions d'USD, soit 41% de l'investissement global. Au 30 septembre 2012, après huit ans d'opérations, les réalisations financières cumulées équivalent à 23 millions d'USD, soit un taux de réalisation de 80%. 9,4 millions d'USD ont été enregistrés comme financement du FIDA, soit 78% de son allocation initiale, tandis que la contribution du Gouvernement a atteint 3,7 millions d'USD, soit 116% de son allocation initiale. En ce qui concerne les financements de la BAD et de la BOAD, les taux de réalisation financière de 99% et 25% ont été respectivement enregistrés.

3. Le PICOFA s'est achevé le 30 juin 2012, après une extension de 6 mois accordée par le FIDA en novembre 2011. Les réalisations physiques ont atteint un taux cumulé de 94%, avec toutes les composantes atteignant plus de 70% de leurs objectifs physiques. La mission estime que si le programme arrivait à maintenir le même élan qu'il a montré à la mission, le taux de décaissement annuel pourrait atteindre 60%, soit un taux de réalisation cumulé de 92% pour l'ensemble du Programme, et 87% pour le financement du FIDA. La BOAD prévoit une prorogation de la date de clôture pour ce qui concerne son investissement.

4. A deux mois de sa clôture, les points saillants sont les suivants :

- (i) La situation de la pauvreté s'est améliorée dans la région d'intervention du PICOFA (région de l'Est), avec une incidence de la pauvreté passant de 67,7% en 2006 à 62,2% en 2009 (données de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie - INSD). Les analyses comparatives des indicateurs permettent de constater des améliorations du capital humain, social, physique, naturel et financier pour les ménages bénéficiaires. La majorité de ces améliorations sont liées aux interventions directes du PICOFA. L'estimation la plus modeste du SYGRI évalue à 723 350 le nombre de bénéficiaires directs et indirects. Le PICOFA a contribué à faire sortir plus de 6 000 ménages de la pauvreté, et participé à l'amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires (de moins en moins de ménages souffrent de la disette dans la zone du Programme – 71% des bénéficiaires en 2006 contre 47% en 2012).
- (ii) Les aménagements de Conservation des Eaux et des Sols (CES) ont été menés de pair avec certaines activités d'intensification et de diversification de la production agricole, réalisées en partenariat avec l'Institut de l'Environnement et de Recherche Agricole (INERA) notamment à travers la mise en place de Champs Écoles Paysans (CEP) servant à tester, sélectionner, puis diffuser des pratiques culturelles permettant d'augmenter la productivité des sols et les

^{1/} La mission a été composée de Peter Situ, consultant du FIDA Chef de mission, et Jean Pascal Kabore, Chargé d'appui du programme FIDA au Burkina Faso.

revenus des ménages bénéficiaires. En termes d'appui conseil, les principales activités réalisées ont visé à former des paysans facilitateurs, puis à mettre en place et à conduire des champs d'apprentissage (sur le modèle des CEP). Les seules données disponibles au niveau du Programme en termes de rendements et de production sont celles collectées en champs d'essai en milieu réel. Bien que très satisfaisantes, ces données ne représentent pas la situation prévalant au niveau paysan. Il a donc été recommandé d'inventorier et de préciser les réalisations physiques (aménagements de bas-fonds et de CES), d'identifier les cultures développées et de mesurer les rendements des principales productions.

- (iii) Le PICOFA a développé plusieurs collaborations à travers différents Dons d'Assistance Technique (TAG). Ces partenariats ont été formalisés par des protocoles cadres de collaboration et protocoles d'exécution. C'est grâce à cette démarche innovante que les activités de recherche-action ont pu être mises en place avec succès. Ainsi, un protocole de collaboration a été établi entre le PICOFA et un Consortium pour la Recherche-Action en milieu réel piloté par l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA).
- (iv) Le Fonds d'Investissement pour la Productivité Agricole Durable (FIPAD) a été mis en œuvre et institutionnalisé par une série d'actions, menant à la sélection et au financement de 173 projets de microprogrammes. La grande réussite du FIPAD réside, entre autres, dans la **mise en place de comités de gestion** au sein du groupe-cible, qui s'est révélée être la solution idéale pour garantir la gestion et l'entretien des microprogrammes et de leurs acquis. Les revenus issus des cotisations, des frais d'utilisation et de location sont déposés à la caisse populaire locale. Ils sont gérés comme fonds de levier pour faciliter l'accès à d'autres ressources financières, telles que des subventions et des crédits. Une partie de ces revenus est utilisée pour l'entretien réalisé par des services externes, ou pour l'achat de pièces de rechange, bien que les membres participent eux-mêmes à l'entretien des acquis des comités. Ce mécanisme de gestion assure la durabilité de l'actif collectif, ainsi que le dynamisme de l'appartenance des membres à un groupement formé sur la base d'un intérêt commun.
- (v) **Succès de l'auto-ciblage, et démarche participative.** Le PICOFA a mis en place un dispositif de ciblage nominatif des bénéficiaires visant particulièrement les femmes, et reposant sur un auto-recensement des ménages. Ce dispositif a apporté une réelle valeur ajoutée aux activités du Programme en contribuant à l'amélioration de la participation des plus vulnérables. Il procure de nombreux bénéfices à la population locale, qui accède à des informations sur la situation de la pauvreté dans les villages. Il a été conçu et mis en œuvre avec l'implication de l'ensemble des partenaires, et répond au besoin d'information de l'ensemble des acteurs. Au-delà du ciblage, la volonté du Programme de toujours encourager la démarche participative a permis de garantir l'appropriation de ses activités par le groupe-cible, et par conséquent la pérennité d'une partie de ses résultats.
- (vi) **Performance limitée du microcrédit.** Initialement, le Programme avait prévu un appui institutionnel aux Caisses Populaires en échange de l'élargissement de l'accès au crédit aux clients du groupe-cible. A la suite d'une étude, le PICOFA a préféré fournir une ligne de crédit au Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB) : l'intermédiation avec les caisses populaires a été conclue à travers un protocole d'accord signé en novembre 2007 entre le PICOFA et la direction générale du RCPB. Avec la fin du protocole, à la clôture du Programme, l'accès au crédit formel par les groupes-cibles du PICOFA sera remis en question, et vraisemblablement réduit à un niveau symbolique : après deux ans d'accès au crédit accompagné, les bénéficiaires risquent de se retrouver dans leur situation

de départ, sans accès , ou avec un accès difficile, au crédit. Si le Programme avait suivi la conception initiale et investi dans le renforcement et l'accompagnement des groupements de crédit, pour les transformer en Caisses Villageoises (qui font partie de la ligne de produits financiers des Caisses Populaires, et y sont automatiquement intégrées), l'accès au crédit ne serait pas mis en question à la fin du Programme.

- (vii) Les **bonnes pratiques** concernent principalement le succès de la recherche-action en milieu réel, couplé efficacement aux aménagements de CES, et les améliorations possibles concernant l'évaluation de ses performances. Ce succès est dû aux partenariats innovants à travers les dons d'assistance technique. La mise en place des comités de gestion au sein du FIPAD est aussi une grande réussite, qui a permis une forte appropriation du dispositif des MPAV par les bénéficiaires, garantissant ainsi leur durabilité.

C. Produits et réalisations, par composante

Composante 1 : Partenariat et renforcement des capacités à la base

5. Cette composante avait pour objectif l'établissement de partenariats avec les villages sélectionnés, et le renforcement des capacités collectives et individuelles du groupe-cible. Sa mise en œuvre est principalement passée par des formations fonctionnelles et techniques. La composante a atteint 118% de ses objectifs physiques, avec un taux de décaissement de 70% tous bailleurs confondus (71% pour le FIDA seul).

6. **Outils de gestion communautaire mis en place.** Concernant le renforcement des capacités collectives, le PICOFA a mis en place des structures de coordination dans 65 des 165 villages de la zone d'intervention (taux de couverture de 39%). Le Programme a assisté à l'élaboration de 52 Plans de Développement Villageois, dont 29 ont été adoptés et actualisés, (56% de taux de réussite). Ces outils de gestion communautaire ont la charge de tâches complexes et très variées. De ce fait, les taux de réalisation recensés sont une bonne indication de succès.

7. **Renforcement des connaissances et techniques des bénéficiaires.** Les principales activités de formation mises en place par le Programme sont l'alphabétisation, la formation professionnelle paysanne, la formation sur les techniques de production, et la mise en place d'outils de gestion communautaire. L'ensemble de ces activités ont atteint un taux de réalisation physique de 100%. Leur taux de décaissement est lui inférieur à 100%, ce qui indique donc une efficacité opérationnelle très satisfaisante. De plus, un taux d'adoption de 100% a été rapporté pour les techniques recommandées par le Programme, et la substance technique des formations est jugée pertinente et efficace, ce qui est un gage de durabilité.

Composante 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage et au financement des MPAV et appui à la gestion intégrée de la fertilité des sols

8. La composante 2 visait à améliorer les actifs productifs des bénéficiaires par des aménagements fonciers et la mise en place de référentiels techniques et organisationnels adaptés. La composante 2 a quasiment atteint son objectif physique (taux de réalisation physique de 94%). Cette composante présente un taux de décaissement de 71% (69% pour le FIDA). Les objectifs regardaient la recherche-action en milieu réel, la mise en place et le financement des Micro Programmes d'Aménagement et de mise en Valeur (MPAV), et l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, par la mise en place d'aménagements contribuant à l'amélioration de la productivité.

9. 40 plans villageois de fertilité des sols ont été élaborés tel que planifié et 25 ont été adoptés et mis en œuvre. Suite aux études et aux cartes morpho-pédologiques complétées, des formations ont été conduites afin de faciliter la mise en utilisation. La

sensibilisation a été centrée sur la maîtrise des pratiques culturales et le respect des itinéraires techniques et des technologiques.

10. L'établissement de la situation de référence a servi de cadre pour la mise en œuvre des actions de recherche action en milieu réel. Le consortium d'instituts de recherche action constitué à cet effet, a conduit des diagnostics à l'issue desquels une série de tests ont été effectués.

11. **Sur le plan de la recherche-action en milieu réel**, 95 tests ont été conduits et ont permis de juger probantes neuf techniques, retenues et pré-vulgarisées sur 25 sites. Les neufs paquets testés puis retenus devaient (i) répondre à l'objectif de maintien/restauration de la fertilité des sols ; (ii) être à la portée des bénéficiaires (exploitations peu dotées en ressources à exploitations mieux équipées); et (iii) prendre en compte les trois zones agro écologiques couvertes par le PICOFA. Les tests ont confronté les pratiques paysannes et les techniques proposées pour la zone agro-écologique considérée. 135 producteurs volontaires des sites d'expérimentation ont participé aux essais de recherche-action et cinq champs de diversité culturelle ont été mis en place pour servir de CEP. Cinq paquets techniques ont fait l'objet de vulgarisation dans les zones de la Tapoa et de la Kompienga, et quatre autres ont été vulgarisés dans les zones de la Gnagna, de la Komondjari et du Gourma.

12. Ces paquets techniques concernent trois cultures céréalières: le maïs, le sorgho et le mil, pour lesquelles une variété améliorée et une variété paysanne ont été utilisées. Ces variétés ont été combinées a des apports organiques et/ou minéraux dans des champs préalablement aménagés pour la Conservation des Eaux et des Sols (CES) et la Défense et Restauration des Sols (DRS).

13. En termes de diffusion, 100% des 4 500 producteurs des villages d'intervention du Programme ont appliqué les paquets techniques recommandés dans le cadre du Programme. 95% de ces producteurs font état d'accroissement de leur production, et environ 25% d'entre eux témoignent d'accroissement de leurs revenus. Cela a été rendu possible par la disponibilité des bénéficiaires directs, ainsi que par la qualité des formations. La contribution de ces réalisations à la sécurité alimentaire est significative.

14. En matière **d'aménagement de terroirs/bassins versants**, les réalisations en technique de conservation des eaux et des sols/défense et restauration des sols (CES/DRS), 12 837 ha ont été aménagés par la technique des cordons pierreux, 541 ha aménagés en zaï, 56 ha aménagés en demi lunes et 1 697 ha de terres dégradées récupérées, soit 15 131 ha représentant 126,09% de réalisation par rapport à l'objectif du Programme. En matière d'agroforesterie, 966 370 plants ont été acquis et mis en terre; 1 510 producteurs dont 409 femmes ont été formés à cet effet.

Composante 3 : Valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage et l'appui aux AGR

15. La composante 3 vise à déclencher un effet de levier pour les AGR des bénéficiaires, à travers une série d'interventions liées à l'accès au crédit formel, et à l'acquisition d'outils de production. La composante a atteint 80% de son objectif physique, avec des taux de décaissement de 35% seulement (tous financiers confondus; 59% du montant apporté par le FIDA)

16. **AGR.** Le crédit d'initiative bénéficiaire et autogéré mis en place pour soutenir les AGR a porté sur l'exploitation des charrettes asines et des moulins à grains par les groupements féminins. Il a permis de générer des revenus additionnels. Ceux-ci ont été réinvestis sous forme de crédits aux membres sur une période déterminée, assortis d'un taux d'intérêt débiteur parfois supérieur aux taux pratiqués sur le marché financier structuré.

17. Ce mécanisme de crédit interne pourrait contribuer au développement d'un service de crédit propre aux bénéficiaires et axé sur l'autogestion participative. L'appui-accompagnement du Programme via ce mécanisme a permis de développer les AGR avec l'appui des animatrices : (i) 1 432 femmes ont bénéficié de crédit pour conduire leurs Activités Génératrices de Revenus, 163 463 000 FCFA de volume de crédit ont été octroyés aux groupements féminins et aux jeunes, treize banques de céréales ont été construites ; (ii) 98 moulins à grains sur 300 prévus ont été acquis, installés et sont fonctionnels. Ces moulins ont généré un revenu additionnel moyen de 1 275 000 FCFA ; (iii) 811 charrettes asines sur 1 500 prévues ont été acquises et distribuées à 481 groupements féminins. Ces équipements ont réduit d'environ cinq heures le temps de travail consacré aux corvées (recherche de l'eau, transport du bois de chauffe, préparation de la nourriture, etc.). L'exploitation des charrettes asines et des moulins à grains par les groupements féminins a permis de générer des revenus additionnels substantiels qui ont été à la suite réinvestis sous forme de crédits aux membres. Ce crédit leur a permis de développer de nouvelles AGR notamment l'embouche, la transformation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, le warrantage et l'acquisition d'intrants agricoles (crédit campagne).

18. **Introduction au warrantage.** En 2009-2010 (constitution des stocks en 2009 et octroi de crédits en 2010), 55 producteurs dont 1 femme ont stocké 57 tonnes de leur production pour une valeur de 8 524 000 FCFA, et ont bénéficié d'un crédit de 7 245 000 FCFA. En 2010-2011, 236 bénéficiaires, dont 53 femmes, ont constitué un stock de 236 tonnes de céréales pour une valeur de 24 657 000 FCFA, et ont bénéficié d'un crédit de 21 000 000 de FCFA. Notons que le nombre de producteurs bénéficiaires, le volume des produits agricoles stockés et le volume du crédit ont triplé en deux campagnes, traduisant l'enthousiasme des producteurs, justifiés par les avantages du warrantage.

19. **Performance limitée du microcrédit.** Initialement, le Programme avait prévu un appui institutionnel aux caisses populaires en échange de l'élargissement de l'accès au crédit aux clients du groupe cible. Une étude conduite au début du Programme a conclu que l'approche par groupements de crédit sans chapeutage de Caisses Villageoises se conformait mieux aux réalités culturelles et sociales de la zone. En conséquence, le Programme a préféré fournir une ligne de crédit au Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB) : l'intermédiation avec les Caisses Populaires a été conclue à travers un protocole d'accord signé en novembre 2007 entre le PICOFA et la direction générale du RCPB. Sa mise en œuvre a commencé fin 2009. Une ligne de crédit de 90 millions de FCFA a été versée dans le compte des caisses populaires pour : a) renforcer le financement des activités des bénéficiaires emprunteurs du PICOFA (ligne de crédit), b) assurer la couverture des crédits détaillants à la hauteur de 30% en capital et intérêts (fonds de garantie), et c) compléter l'épargne nantie des bénéficiaires de crédit jusqu'à 10%. Deux cycles de crédit ont été enregistrés durant la période 2010-2011, et un montant cumulatif de 250 millions de FCFA a été accordé en 2 000 crédits (en nombre de crédits) faits à 1 627 emprunteurs, dont 76% de femmes. La qualité du portefeuille a été déclarée satisfaisante, avec un taux de remboursement à temps rapporté à 100%. Les crédits à court terme (généralement 5 à 6 mois) ont été accordés aux groupements mixtes ou féminins à un taux d'intérêt de 9,75% ou, semble-il, égal au taux appliqué dans l'ensemble du portefeuille des Caisses Populaires.

20. Le Programme a mis en place un réseau de huit animatrices pour appuyer ses groupements de crédit (pour gérer les portefeuilles de dossiers et s'occuper des Caisses Villageoises). La performance financière et opérationnelle des animatrices du Programme ne semble pas assez intéressante pour que les Caisses Populaires les intègrent à leur réseau une fois que le Programme aura pris fin; d'autant plus qu'aucune stratégie de sortie n'a été prévue ni déclenchée pour pérenniser l'accès au crédit des groupes-cibles du PICOFA et le service de leurs animatrices. Avec la fin du protocole à la clôture du Programme, l'accès au crédit formel des groupes-cibles du PICOFA sera donc remis en

question, et vraisemblablement réduit à un niveau symbolique : après deux ans d'accès au crédit accompagné, les bénéficiaires risquent de se retrouver dans leur situation de départ, sans accès au crédit, ou avec un accès difficile à celui-ci. Si le Programme avait suivi la conception initiale et investi dans le renforcement et l'accompagnement des groupements de crédit, pour les transformer en Caisses Villageoises (qui font partie de la ligne de produits financiers des Caisses Populaires, et y sont automatiquement intégrées), l'accès au crédit ne serait pas mis en question à la fin du Programme, d'autant que les Caisses Villageoises d'autres Projets/Programmes du FIDA (ou ailleurs) semblent connaître un développement stable.

21. Ainsi, si l'accès au crédit a bien été mis en place pour la durée du Programme, il demeure incertain et très fragile du fait de sa dépendance au protocole signé entre le Programme et le RCPB qui prendra fin à l'achèvement du Programme.

Composante 4 : Promotion d'un environnement institutionnel et économique favorable à une agriculture durable

22. Pour ce qui concerne la composante 4, son taux de progression physique est de 78% et son taux de décaissement a atteint 31% du total du budget initialement prévu (et 20% de la part allouée par le FIDA).

23. **L'institutionnalisation du FIPAD.** Le Fonds d'Investissement pour la Productivité Agricole Durable (FIPAD) a été mis en œuvre et institutionnalisé par une série d'actions : a) la mise en place de cinq Comités d'Octroi Provinciaux (COP), b) la formation des membres de ces structures en techniques d'élaboration et de sélection de microprogrammes, c) la tenue régulière de sessions des COP pour la présélection des MPAV, et d) la mise en place du manuel de gestion. 173 projets de microprogrammes ont été sélectionnés et financés par le FIPAD, sur 243 prévus initialement. **La grande réussite du FIPAD** réside entre autres dans la mise en place de comités de gestion au sein du groupe-cible, qui s'est révélée être la solution idéale pour garantir la gestion et l'entretien des microprogrammes et de leurs acquis. Les comités de gestion sont composés de 10 à 12 membres élus de façon participative et transparente. Ces membres sont souvent reconnus pour leur leadership et leurs compétences concernant la gestion des affaires collectives. Les fonctions principales du comité de gestion touchent à la gestion de l'accès, de l'utilisation et de l'entretien de l'actif collectif. Il est chargé de déterminer les cotisations annuelles et les frais d'utilisation pour les membres, ainsi que les frais de location pour les utilisateurs non-membres. En principe, les membres bénéficient d'un accès prioritaire. L'ordre d'accès pour les membres est décidé de façon collective et transparente, et est souvent déterminé par l'urgence du besoin des utilisateurs. Les revenus issus des cotisations, des frais d'utilisation et de location sont déposés à la Caisse Populaire locale. Ils sont gérés comme fonds de levier pour faciliter l'accès à d'autres ressources financières, telles que des subventions et des crédits. Une partie de ces revenus est utilisée pour l'entretien réalisé par des services externes, ou pour l'achat de pièces de rechange, bien que les membres participent eux même bénévolement à l'entretien des acquis des comités. Le fonds interne composé des cotisations et des revenus pourrait être structuré et transformé en un fonds rotatif renouvelable pour appuyer les AGR sous forme de crédit aux membres.

24. **Échec du développement des filières phosphate, intrants et équipements agricoles.** Le fonds de roulement pour amendements phosphatés et le fonds de roulement pour intrants et équipements devaient être mis en place pour fournir des intrants et des équipements aux agriculteurs via les unions d'Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) dont le Programme renforce les capacités de gestion et de regroupement. Malgré les besoins réels en intrants, outils et petits équipements, l'activité n'a jamais dépassé le stade de la formulation des manuels opérationnels. La raison principale à cette stagnation semble venir de la difficulté de gestion autonome des OPA pour la distribution des intrants, petits équipements et outils à leurs membres, du

fait du renforcement limité de leurs capacités. A un mois de l'achèvement du Programme, le PICOFA a proposé une procédure opérationnelle allégeant le rôle des OPA. En l'absence de mise en place de ces fonds de roulement le Programme a acheté et distribué directement les intrants. L'échec du développement des filières est problématique, car l'accès aux intrants (phosphatés notamment) est très difficile dans la région (coût et accessibilité physique), alors que c'est un élément qui participe à la réussite des actions de renforcement de la fertilité des sols.

25. « **Infrastructures structurantes** » : les travaux d'amélioration des espaces sont en retard. Le Programme a prévu un ensemble de travaux d'amélioration des espaces agricoles : balisage des couloirs et des aires de repos et de pacage, aménagement des points d'eau, construction des parcs de vaccination et des pistes rurales. Ces travaux viennent compléter d'autres réalisations du Programme, capitalisées aux niveaux individuels et collectifs. Ils ont pour but d'améliorer l'environnement socio-économique des zones d'intervention du Programme. A l'exception de certaines études techniques ou de faisabilité, peu de travaux ont été complétés : la construction des 420 km de pistes prévus, réduits ensuite à 162,2 km n'a pas démarré. 800 km de couloirs de transhumance ont été balisés sur 1 050 km prévus. Pour ce qui concerne les infrastructures devant être réalisées le long des couloirs de transhumance : 15 parcs de vaccination (capables d'accueillir chacun 200 bovins) réalisés sur 17 prévus, 26 aires de repos et de pacage réalisées sur 17 prévues et quatre forages positifs sur 32 ont été aménagés (9 points d'eau et 2 boullis aménagés). À un mois de l'achèvement du Programme, il semble difficile de faire avancer les travaux, ou de décaisser le solde restant évalué à 69% du budget initialement alloué. Le taux de progression physique de 78% regarde principalement la réalisation des études. La réalisation des travaux, quant à elle, n'a atteint que 50% de ses objectifs. (Financement BAD et BOAD)

26. **La crise alimentaire.** Le FIDA a répondu à l'appel du gouvernement pour apporter sa contribution à travers ses programmes à un plan d'urgence en réponse à la crise alimentaire dans le pays. Le PICOFA a initié un plan pour la mise en œuvre d'actions spécifiques. La première action concerne les aménagements de 25 ha de bas-fonds dans les villages de Niamanga, Oubrinou, Kamaldeni, Yobi et Pognoa-sankoado situés dans les provinces d'intervention de Gourma, Tapoa et Kompienga. Sur la liste initiale, les villages de Nassobdo et de Kamaldéni ont été respectivement remplacés par Niamanga et Koyenga pour des contraintes d'ordre foncière et faiblesse du potentiel d'aménagement pour la superficie souhaitée. Les ouvrages ont été réceptionnés en fin juin 2012.

D. Performance de l'exécution du projet

27. **Performance de gestion du programme.** La gestion du PICOFA a été performante: le renforcement des capacités collectives et individuelles a été efficace, et la plupart des travaux d'aménagements agricoles ont été exécutés. La gestion du Programme a été parfois compliquée (ralentissement des opérations de terrain) par la longue préparation des procédures, les lourdeurs administratives lors de la passation des marchés et l'attente des avis de non-objections durant les périodes transitoires de changement des CPM (5 CPM différents en 8 ans de Programme). En outre, les dépenses liées à la gestion du Programme ont connu des taux de décaissements dépassant les allocations prévues, jusqu'à 203% du total des ressources qui lui étaient initialement allouées (130% du montant alloué par le FIDA). Deux raisons principales justifient cette situation: a) l'augmentation des salaires (alors multipliés par deux) suite à leur alignement sur les barèmes gouvernementaux ; et b) la hausse des coûts de gestion et d'administration suite à l'intensification de l'activité des ressources d'appui au réseau du MAH sur le terrain après le retrait des Opérateurs privés polyvalents, dont l'engagement a commencé à diminuer en 2009, et pris fin en 2011. En conséquence des coûts de gestion élevés, les catégories de dépense 8 et 9 ont rapidement atteint 100%

d'utilisation. Le FIDA n'a pas voulu réallouer les fonds du Programme pour augmenter les fonds initialement alloués à ces deux catégories. En conséquence, le Gouvernement a dû augmenter sa contribution à la composante de gestion du programme à hauteur de 797% du montant initialement prévu.

28. L'équipe de gestion du programme a été réduite après l'achèvement. Le Coordonnateur du PICOFA a été nommé Secrétaire Général du MAH et le RAF et le Responsable du S&E ont trouvé un nouvel emploi dans d'autres organisations. Aujourd'hui l'UGP fonctionne sans un grand dynamisme gestionnaire. Pour assurer la correcte clôture du Programme, il est souhaitable que l'UGP soit appuyé par une compétence externe en gestion opérationnelle.

29. **Performance de la mise en œuvre.** Appréciée sur la base des taux de réalisations financières et physiques, la mise en œuvre peut être considérée performante dans l'ensemble. Cependant, certains travaux liés aux aménagements des périmètres, aux infrastructures complémentaires et investissements structurants, et à l'amélioration des sols ont connu des problèmes de trésorerie, généralement causés par le long délai pour collecter les preuves de dépenses exigées pour le remboursement. Par ailleurs, le retard d'activer les fonds de roulements pour amendements phosphatés et pour intrants et équipements rend ces initiatives peu exécutables à l'approche de l'achèvement du Programme.

30. **Suivi et évaluation (SE).** À cette date-là, il s'agit surtout de la consolidation des dernières réalisations physiques et financières. Un bilan quantitatif et qualitatif des résultats obtenus et des impacts atteints reste en cours, avec les résultats des enquêtes de benchmark et de SYGRI réalisés en juin 2012, pour appuyer la finalisation du rapport d'achèvement du projet (RAP).

31. **Prise en compte du genre.** La revue sur la participation des femmes aux formations et aux activités de mise en œuvre a montré des taux satisfaisants dans le bénéfice des formations d'alphabétisation et des techniques clé des AGR. Par exemple, la participation des femmes aux cours d'alphabétisation, le taux de réussite des femmes des cours alphabétisation, la participation des femmes aux cours de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et des poissons ont enregistré respectivement des taux de 67%, 85%, 94%, et 100%. Par contre, les formations liées au leadership montrent des taux faibles de la participation des femmes.

32. **Prise en compte de la pauvreté et des pauvres.** Le Programme a adopté la stratégie de ciblage géographique au niveau des villages bénéficiaires. Les villages sélectionnés appartiennent tous à la catégorie pauvre où la majorité, si ce n'est pas la totalité de la population vivant dans des conditions rudimentaires. Tandis que le total et le taux exact des pauvres appuyés sont à évaluer d'une manière mathématique et systématique, il est raisonnable de déclarer que la majorité des participants directs ainsi que des bénéficiaires directs et indirects appartiennent aux segments vivant en dessous du seuil de pauvreté national au début du programme.

33. **Efficacité du l'approche du ciblage.** Le PICOFA a mis en place un dispositif de ciblage nominatif des bénéficiaires visant particulièrement les femmes, et reposant sur un auto-recensement des ménages. Ce dispositif de ciblage a apporté une réelle valeur ajoutée aux activités du Programme en contribuant à l'amélioration de la participation des plus vulnérables. Il procure de nombreux bénéfices à la population locale, qui accède à des informations sur la situation de la pauvreté dans les villages. Il a été conçu et mis en œuvre avec l'implication de l'ensemble des partenaires. Au-delà du ciblage, l'attention du Programme à toujours encourager la démarche participative a permis de garantir l'appropriation de ses activités par le groupe-cible, garantissant ainsi la pérennité d'une partie de ses résultats.

34. **Innovation et apprentissage.** L'adoption des paquets technologiques et leur reproduction par les propres initiatives des bénéficiaires ont été rapportées ; la mission a été témoin des succès d'amélioration parmi les producteurs bénéficiaires. L'expérience du crédit d'initiative bénéficiaire et autogéré semble assez révélatrice pour le futur développement des services de crédit communautaires et de l'appartenance aux bénéficiaires. La mise en place des comités de gestion dans le cadre du FIPAD démontre un mécanisme de succès pour assurer la durabilité de l'actif collectif créé par le programme.

35. **Partenariat.** Les partenaires du programme tels que les administrations locales, les structures techniques déconcentrées, les TAGs, les projets de développement et les ONG concernés ont tous exprimé leur appréciation sur l'étroite collaboration du PICOFA dans le cadre du développement rural et agricole. Ce partenariat n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas d'efforts continus de l'UGP.

36. **Gestion du savoir.** Les bonnes pratiques du programme sont régulièrement rapportées et certaines sont assez innovantes pour mériter la transposition à une grande échelle. Ces bonnes pratiques vont enrichir l'ensemble du savoir du portefeuille du pays qui servirait de base de partage et d'échange avec d'autres projets et acteurs de développement dans le pays, voire même dans la région.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Recruter un consultant en gestion opérationnel et un spécialiste en gestion des travaux pour accompagner la clôture du PICOFA.	UGP, le Gouvernement	Durant nov. – déc. 2012

E. Aspects fiduciaires

37. **Gestion financière.** La plupart des ressources du Programme ont été décaissées/engagées sur les catégories « Prestation de services » (27%) et « Travaux » (24%), soit un total de 51% des dépenses du PICOFA sur les ressources FIDA. Les dépenses exécutées sur les catégories « Formation & Études » et « Fonctionnement et Salaires » représentent chacune 16%, celles sur les catégories « Véhicules et Équipements » représentent 12% et enfin les dépenses sur les catégories « Amélioration des sols » et « Fonds de roulement » représentent respectivement 3% et 2% des dépenses du Programme au 30.09.2012.

38. **Décaissement.** Jusqu'au 03 octobre 2012, le FIDA a décaissé un total de 6 808 903,25 DTS au Compte Spécial du Programme, soit 77% de l'allocation totale. Si le reliquat du dépôt initial est déduit, le montant total des Demandes de paiement (DRF et DPD) acceptées est de 6 614 137 DTS, soit 75,16%.

39. Tous financements inclus, le Programme a enregistré un décaissement totalisant 12 880 millions FCFA, soit un taux de 76% sur l'allocation totale.

40. Sur la base des informations comptables du PICOFA et des situations extracomptables établies par la mission, les engagements effectifs du Programme au 30.09.2012 sur les ressources du Prêt FIDA ont été estimés à 5 890 633 500 FCFA (7 579 408 DTS), soit un taux d'engagement de 86% sur les ressources du Prêt. Ils sont répartis ainsi qu'il suit :

Nature de l'engagement	Montant FCFA	Montant DTS
Dépenses déjà payées par le FIDA	5 240 840 976,00	6 694 137,00
dépenses éligibles au Prêt FIDA et exécutées par le Programme mais pas encore remboursées par le FIDA	152 628 489,00	194 766,25
dépenses en attente de paiement par le Programme	274 232 676,00	380 878,72
Reliquats de dépenses/engagements à honorer sur contrats/marchés/protocoles	222 931 359,00	309 626,89
TOTAL	5 890 633 500,00	7 579 408,86

41. Par rapport à la performance du Programme dans la consommation des ressources allouées, la mission note qu'à date, sur les décaissements effectifs, seules les catégories VI « Amélioration des sols » (35,39%) et VII « Fonds de roulement » (34,52%) sont à moins de 50% de consommation sur le montant des allocations desdites catégories.

42. **Compte spécial.** Au 30.09.2012, le compte spécial du Prêt FIDA et le compte des opérations sont respectivement créditeurs de 48 953 955 FCFA et 33 511 426 FCFA. Une situation synthétisée est présentée ci-dessous:

	Montant FCFA	Montant FCFA
Avance Initiale	450 000 000	
Recouvrement de l'avance initiale	- 297 371 513	
Total du compte spécial		48 953 955
Total du compte des opérations		33 511 426
Montant admissible pour lequel la DRF n'a pas été préparée		40 326 225
Dépenses déjà demandées mais pas encore créditées (DRF 101)		49 872 741
Total	152 628 487	172 664 347
Ecart		-20 035 860

43. L'écart négatif de 20 035 860 FCFA se détaille comme suit :

- Montants payés en plus par le FIDA du fait des dépenses en double ou montant erroné 19 747 430 FCFA
- Reliquat remboursement chargé d'appui FIDA 288 403 FCFA
- Versement en plus reliquat Caisse menues dépenses FIDA 25 FCFA
- Différence de change 2 FCFA

44. La DRF 94 a été utilisée pour le recouvrement de l'avance initiale pour un montant total de 82 869 547 FCFA. La DRF 95 a été payée pour un montant total de 63 928 162 FCFA avec une réduction de 15 982 041 FCFA à titre de recouvrement de l'avance initiale.

45. **Financement de la contrepartie.** La participation de l'État au financement du PICOFA s'élève à 1 974 million FCFA ; les points d'application dudit financement sont principalement les pourcentages de dépenses non prises en compte par les ressources des prêts FIDA et BAD, une partie des frais de fonctionnement et les taxes. Notons que le montant exact de la participation de l'État reste à être évalué avec plus d'exactitude.

46. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'accord de prêt sont généralement respectées.

47. **Passation des marchés.** Pas d'irrégularité remarquable rapportée.

48. **ECD.** Après vérification de l'existence de pièces justificatives pour les ECD par échantillonnage sur la période octobre 2011-mars 2012, la conclusion est que globalement la tenue de la documentation sous ECD est disponible mais dans quelques cas, des pièces justificatives manquaient. Globalement les dépenses revues sont éligibles et conformes à l'accord de financement et aux normes de passation des marchés burkinabé et du FIDA.

49. **Audit.** L'audit des comptes du PICOFA a été réalisé par le Cabinet TATE & ASSOCIES pour l'exercice 2011. Il a été reçu au FIDA dans les délais impartis. Les auditeurs ont donné une opinion favorable sur la tenue du compte spécial et ont certifié les comptes du PICOFA pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.

F. Durabilité

50. **Durabilité politique.** La formulation et la mise en œuvre du PICOFA sont en accord avec les politiques et stratégies officielles pour la réduction de la pauvreté et le développement rural et agricole au Burkina Faso (CSPL et SDR). Cette approche permet de maintenir une continuité et une stabilité des politiques de développement et d'investissements aussi bien au cours du Programme et qu'après son achèvement. Au-delà de la cohérence certaine avec les politiques du Gouvernement, il faut souligner l'engagement remarquable du Gouvernement dans le Programme : celui-ci a fait preuve d'une très grande réactivité lorsque des contributions supplémentaires étaient nécessaires et sa participation financière a dépassé le budget initialement prévu. Le développement avec le Gouvernement d'un nouveau Projet qui fera suite au PICOFA est une preuve supplémentaire de l'engagement de celui-ci, et un gage de durabilité politique important.

51. **Durabilité sociale.** La durabilité sociale du PICOFA passe par l'engagement et la participation des bénéficiaires. L'enquête du benchmark montre que 99% des ménages bénéficiaires du PICOFA ont participé à deux activités du Programme ou plus, et que pour 73,3% d'entre eux, un membre du ménage au moins appartient à une organisation à vocation socio-économique appuyée par le PICOFA.

52. Très majoritairement, les bénéficiaires ont exprimé leur confiance et leur reconnaissance au regard de la viabilité et de la simplicité d'application des techniques et des méthodes proposés par le Programme. Leur sentiment d'appropriation est fort, notamment grâce à l'encouragement de la démarche participative tout au long du Programme. Dans le cadre des interventions liées aux AGR, de nouvelles techniques de production ont été introduites. Elles ont conduit à la hausse des rendements agricoles, la meilleure valorisation des actifs productifs et la génération de revenus supplémentaires pour les ménages bénéficiaires. L'enquête du benchmark a montré qu'avec l'appui technique du Programme, 71,9% des ménages bénéficiaires du PICOFA ont profité de l'introduction de nouvelles cultures ou variétés. Trois ans après les travaux d'aménagements, 80,5% des ménages bénéficiaires exploitent encore la totalité des terres aménagées. En revanche, seuls 28,9% des ménages non-bénéficiaires exploitent la totalité de leurs terres aménagées.

53. En revanche, en l'absence de la mise en place des fonds de roulements qui devaient permettre de développer les filières phosphate, intrants et équipements se pose la question de l'accès aux intrants (phosphatés en particulier) après la fin du Programme: il s'agit d'un point problématique car aucune filière n'existe dans la région, et leur coût élevé est une barrière supplémentaire à leur utilisation par les bénéficiaires. Sans intrants (en particulier amendements phosphatés), il faut s'interroger sur l'efficacité des systèmes de productions mis en place, et la pérennité des actions de renforcement de la fertilité des sols.

54. **Durabilité institutionnelle.** La durabilité institutionnelle regarde particulièrement la collaboration avec le réseau opérationnel du MAH pour le développement agricole et rural, et avec le RCPB dans le cadre de l'amélioration de l'accès au crédit pour les groupes-cibles.

55. L'appui à l'institutionnalisation du FIPAD a permis d'encadrer les services techniques à l'intérieur d'un programme de développement gouvernemental, qui continuera à opérer au profit des groupes-cibles du PICOFA après l'achèvement du Programme. Les opérateurs techniques publics ou privés ont bénéficié des appuis institutionnels et opérationnels du Programme. Ils continuent à fournir des services de qualité à l'ensemble de la population.

56. Avec le changement de stratégie concernant l'accès au crédit formel pour les bénéficiaires, celui-ci sera remis en question, et vraisemblablement réduit à un niveau

symbolique avec la fin du protocole avec le RCPB à la clôture du Programme. Ceci ne se serait probablement pas produit si le Programme avait suivi la conception initiale et investi dans le renforcement et l'accompagnement des groupements de crédit, pour les transformer en Caisses Villageoises, qui semblent connaître un développement stable dans d'autres Projets/Programmes. Ce changement de stratégie en début de Programme a intégralement remis en cause la durabilité de l'accès au crédit. Au-delà de cette limite forte, le partenariat avec le RCPB est parvenu à sensibiliser le Réseau aux besoins des femmes et des entrepreneurs ruraux. Les Caisses Populaires continuent à offrir des services financiers dans les zones d'intervention du PICOFA.

57. **Durabilité économique et financière.** Avec un total investi de 24 millions de USD², et sur la base d'un coût financier de 10%, le PICOFA présente une Valeur Actuelle Nette (VAN) de 12,9 millions de USD. Son Taux de Rentabilité Économique (*Economic Rate of Return* – ERR) s'élève à 15% pour une période de 20 ans, ce qui reflète exactement la projection de la pré-évaluation. L'étude d'impact a montré que le Programme a permis d'améliorer la situation de la pauvreté dans la zone du Programme, notamment par les résultats de la recherche-action et des aménagements (meilleurs rendements, augmentation des revenus). Cependant, la non-durabilité de l'accès au crédit formel, ainsi que de l'accès aux intrants fragilise les acquis du Programme et rend les ménages plus vulnérables.

58. **Durabilité environnementale.** À la fin du Programme, il n'y a pas de preuve d'impact négatif lié à la protection et à la conservation de l'environnement dans le cadre des actions du Programme. La conception et la mise en œuvre du Programme ont été particulièrement attentives à la durabilité environnementale des actions entreprises, notamment en encourageant une gestion participative et durable des ressources naturelles, en conseillant l'utilisation de fumure organique, ainsi que l'utilisation *raisonnée* des intrants phosphatés. Les groupes-cibles ont adoptés ces méthodes, et compris leur nécessité et leur utilité. Ils continueront de les appliquer à l'avenir.

G. Impact

59. L'évaluation du PICOFA se fonde sur les données générées par le Système de Suivi et Évaluation du Programme: les rapports de progression réguliers, les deux enquêtes du SYGRI conduites en 2006 et 2012, et l'enquête du benchmark entreprise au même moment que la dernière enquête SYGRI.

60. Selon ces enquêtes, la situation de la pauvreté dans les villages de la zone d'intervention du PICOFA s'est améliorée. L'estimation la plus modeste évalue à 723 350 le nombre de bénéficiaires directs et indirects du Programme (207 000 bénéficiaires directs); 67% d'entre eux vivaient en-dessous du seuil de pauvreté au début de la mise en œuvre du Programme. Le PICOFA a contribué à faire sortir plus de 6 000 ménages de la pauvreté.

61. Le niveau de l'alphabétisation de la zone d'intervention du Programme s'est fortement amélioré. En 2012, 30% des hommes sont déclarés alphabétisés, contre 18% seulement en 2006. De même, 22% des femmes sont déclarées alphabétisées en 2012, contre 12% seulement en 2006. Il est raisonnable d'attribuer ces résultats aux activités d'alphabétisation du PICOFA, réalisées dans le cadre de la composante 1.

62. La sécurité alimentaire s'est elle aussi améliorée. En 2012, 45% des répondants ont déclaré avoir vécu une seule saison de disette, alors que 59% affirmaient avoir vécu une seule saison de disette en 2006. 2% seulement ont connu une seconde saison de disette en 2012, contre 12% en 2006. Les durées moyennes des périodes de disette restent cependant longues : selon l'enquête réalisée en 2012, la première saison de

²Calculé sur la base du montant décaissé au 31 mai 2012

disette dure 4,3 mois et la seconde dure 3,8 mois. Cela signifie que 2% de la population est confrontée à l'insuffisance alimentaire durant plus de la moitié de l'année (8,1 mois).

63. La situation nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans a un peu évolué depuis 2006. La malnutrition aiguë s'est améliorée, passant de 20% en 2006 à 13,13% en 2012, alors que la malnutrition chronique est restée stable, passant de 40% en 2006 à 39,82% en 2012. L'insuffisance pondérale touche légèrement moins d'enfants en 2012, avec 36,17% d'entre eux contre 40% en 2006.

64. L'accès aux ressources en eau potable s'est amélioré. En 2006, 75% des répondants affirmaient avoir accès à l'eau potable, ils sont 87% en 2012. Par ailleurs, en 2012, 80% des « répondants positifs » affirment aller chercher l'eau aux puits à tuyaux ou aux forages à pompe, infrastructures mises en place par le PICOFA dans le cadre de sa sous-composante de renforcement des capitaux physiques et naturels.

65. Les biens et équipements des ménages ont aussi évolué entre 2006 et 2012. Ainsi, la possession de motocyclettes et de radios a évolué de façon très importante, passant respectivement de 10,2% à 31% des ménages et de 49,4% à 67% entre 2006 et 2012. 51,7% des ménages bénéficiaires du PICOFA ont rapporté une augmentation des biens et équipements « agricoles » en leur possession au cours des trois ans précédant l'enquête (mai 2012) : 38,1% en outils ou équipements agricoles et 52,7% en animaux d'élevage. Les ménages non-bénéficiaires du PICOFA rapportent une augmentation moindre (30,7% des ménages seulement), avec 21,2% pour les outils et équipements agricoles et 40,6% animaux d'élevage durant la même période.

H. Conclusion

66. Le PICOFA, au cours de ses huit ans de mise en œuvre, a concentré ses efforts sur le renversement de la tendance à la destruction du capital naturel de production (sols, eau, végétation) et sur l'intensification des activités agricoles et rurales. La stabilisation et l'accroissement des revenus qui en ont découlé ont permis d'améliorer la situation et les conditions de vie des groupes-cibles dans la région de l'Est. Pour atteindre cet objectif, le Programme a appuyé la pleine participation de ses groupes-cibles aux processus de décision et de réalisation des Micro Programmes d'Aménagement et de Mise en Valeur (MPAV), de façon à ce qu'ils puissent en tirer les bénéfices. Le Programme a représenté le pôle de savoir-faire et d'appui à ces MPAV, dans ses domaines de spécialisation : la conservation des eaux et des sols, l'agroforesterie, et l'intensification de l'agriculture et de l'élevage. Il est intervenu en articulation et en complément des Projets/Programmes de développement local présents dans la zone.

67. Le PICOFA clôture le 31 décembre 2012. Appréciés sur la base des objectifs établis en phase de pré-évaluation, les progrès physiques et financiers du Programme sont satisfaisants pour l'ensemble de la mise en œuvre. Les enquêtes d'impact ont confirmé les observations positives recueillies sur le terrain auprès des groupes cibles. La situation de la pauvreté rurale s'est améliorée dans la région d'intervention du PICOFA, ainsi que les capitaux humain, social, physique, naturel et financier pour ce qui est des ménages bénéficiaires. La plupart de ces améliorations sont liées aux interventions directes du PICOFA. L'estimation la plus modeste du SYGRI évalue à 723 350 le nombre de bénéficiaires directs et indirects. Le PICOFA a contribué à faire sortir plus de 6 000 ménages de la pauvreté, et a participé à l'amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

68. La clôture du PICOFA étant fixée au 31.12.2012, les conditions requises pour finaliser le processus de clôture du Prêt devront être remplies, et le rapport d'achèvement du Programme devra être transmis au FIDA, avant cette date.

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1220	No. du prêt/don DSF	611
Projet	Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	03/12/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	11/10/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	24/06/2012		

				Million USD	% Taux de décaissement	
Approbation	11/09/2003			Coût total	26.87	
Accord	09/10/2003	Délai d'entrée en vigueur	13.6	FIDA Total	12.07	
Entrée en vigueur	22/10/2004	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	12.07	79
Examen à mi-parcours	11/05/2009			Don DSF		
Achèvement	30/06/2012	Dernier amendement	22/11/2011	Don FIDA		
Clôture	31/12/2012	Dernier audit	27/11/2012	Financement national total	6.32	
Nbre de prolongations	1			Beneficiaries	3.11	39
				Government (National)	3.20	100
				Cofinancement total	8.48	
				African Dev. Bank	7.48	100
				BOAD	1.01	26

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	5	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Renforcement des capacités à la base	3	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui-financement microprogramme aménagement etc.	4	5	2. Autonomisation	4	4

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

3. Valorisation produits agriculture, élevage, AGR	4	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	5
4. Promotion environnement institutionnel économique	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Gestion du projet	4	4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité répliation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Le PICOFA s'est achevé le 30 juin, 2012, après une extension de 6 mois accordée par le FIDA en décembre 2011. Apprécié sur la base des taux de réalisations physiques et financières, la mise en œuvre peut être considérée performante dans son ensemble. Il est prévu qu'à sa clôture, le taux de réalisation sera de 87% pour le financement du FIDA.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	5
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le PICOFA s'achève au 31 décembre 2012. Appréciés sur la base de ses objectifs de la pré-évaluation, les progrès physiques et financiers sont satisfaisants pour l'ensemble de la mise en œuvre. Les enquêtes d'impact ont confirmé les observations positives sur le terrain auprès des groupes cibles. La situation de la pauvreté s'est améliorée dans la région d'intervention du PICOFA, ainsi que les capitaux humain, social, physique, naturel et financier pour les ménages bénéficiaires. La majorité de ces améliorations sont liées aux interventions directes du PICOFA. L'estimation la plus modeste du SYGRI évalué à 723 350 le nombre de bénéficiaires directs et indirects. Le PICOFA a contribué à faire sortir plus de 6 000 ménages de la pauvreté, et participé à l'amélioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

L'audit des comptes du PICOFA a été réalisé par le Cabinet TATE & ASSOCIES pour l'Exercice 2011. Il a été reçu au FIDA dans les délais impartis. Les auditeurs ont donné une opinion favorable sur la tenue du compte spécial et ont certifié les comptes du PICOFA pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le PICOFA, au cours de ses huit ans de mise en œuvre, a concentré ses efforts pour renverser la tendance à la destruction du capital naturel de production (sols, eau, végétation) et pour intensifier les activités agricoles et rurales. La stabilisation et l'accroissement des revenus qui en ont résulté ont permis d'améliorer la situation et les conditions de vie des groupes-cibles dans la région de l'Est. Pour cela, le Programme a appuyé la pleine participation de ses groupes-cibles aux processus de décision et de réalisation des Micro Programmes d'Aménagement et de Mise en Valeur (MPAV), de façon à ce qu'ils puissent en tirer les bénéfices. Le Programme a constitué le pôle de savoir-faire et d'appui à ces MPAV, dans ses domaines de spécialisation : la conservation des eaux et des sols, l'agroforesterie, et l'intensification de l'agriculture et de l'élevage. Il est intervenu en articulation et en complément des Projets/Programmes de développement local présents dans la zone.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	L'équipe de gestion du programme a été réduite après l'achèvement. Le Coordonnateur du PICOFA a été nommé Secrétaire Général du MAH et le RAF et le Responsable du S&E ont trouvé un nouvel emploi dans d'autres organisations. Aujourd'hui l'UGP fonctionne sans un grand dynamisme gestionnaire. Pour assurer la correcte clôture des comptes du Programme, il est souhaitable que l'UGP soit appuyé par une compétence externe en gestion opérationnelle.
Avancement de l'exécution du projet	Pas de risques
Produits et réalisations	Pas de risques
Durabilité	1. L'absence de la mise en place des fonds de roulements qui devaient permettre de développer les filières phosphate, intrants et équipements risque de comporter une réduction de leur utilisation par les bénéficiaires. 2. Avec la fin du protocole avec le Réseau des Caisses Populaires à la clôture du Programme, l'accès au crédit formel par les groupes-cibles du PICOFA sera remis en question, et vraisemblablement réduit à un niveau symbolique : après deux ans d'accès au crédit accompagné, les bénéficiaires risquent de se retrouver dans leur situation de départ, sans accès au crédit, ou avec un accès difficile à celui-ci.

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Rapport d'achèvement	Envoyer le rapport d'achèvement au FIDA avant le 31/12/2012	31/12/2012	
Clôture des comptes	Recruter, à travers les fonds de contrepartie, un expert pour aider le Programme dans la clôture des comptes.	30/11/2012	I

Observations supplémentaires

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
<i>Gestion opérationnelle</i>	Recruter un consultant en gestion opérationnel et un spécialiste en gestion des travaux pour accompagner la clôture du PICOFA.	Durant nov. – déc. 2012	UGP, le Gouvernement et le FIDA	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Appendice 3: Questions Exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Table 3A: Financial performance by financier (Au 30 septembre 2012)

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursement contre # approuvé	Déboursement contre # effectif
Prêt du FIDA	11,902	12,070	9,473	80%	78%
BAD	8,290	7,480	8,027	97%	107%
BOAD	2,484	1,010	697	28%	69%
Gouvernement	3,236	3,200	3,745	116%	117%
Bénéficiaires	2,951	3,110	1,150	39%	37%
Total	28,862	26,870	23,092	80%	86%

Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD), au 30 septembre 2012

En '000 USD	Prêt FIDA			BAD			BOAD			Gouvernement			Bénéficiaires			Total			
	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	Dist. Allocation	décais	%
Renforce. Capacités	2,682	2,131	79%	0	484	0%	0	0	0%	643	0	0%	0	0	0%	3,324	12%	2,615	79%
Appui d'aménage. et d'intensif.	5,300	3,447	65%	6,158	5,691	92%	0	0	0%	1,640	1,073	65%	2,338	585	25%	15,436	53%	10,796	70%
Valorisation et AGRs	890	478	54%	0	0	0%	0	0	0%	362	120	33%	613	14	2%	1,865	6%	613	33%
Promo. environ. favorable	913	212	23%	1,056	0	0%	2,484	697	28%	286	14	5%	0	551	0%	4,738	16%	1,474	31%
Gestion du programme	2,116	2,890	137%	1,076	1,852	172%	0	0	0%	306	2,539	830%	0	0	0%	3,499	12%	7,281	208%
	11,902	9,159	77%	8,290	8,027	97%	2,484	697	28%	3,236	3,746	116%	2,951	1,150	39%	28,862	100%	22,779	79%

- Certaines différences mineures rapportées sont causées par les taux d'échange adoptés différemment et les sous-totaux arrondis.

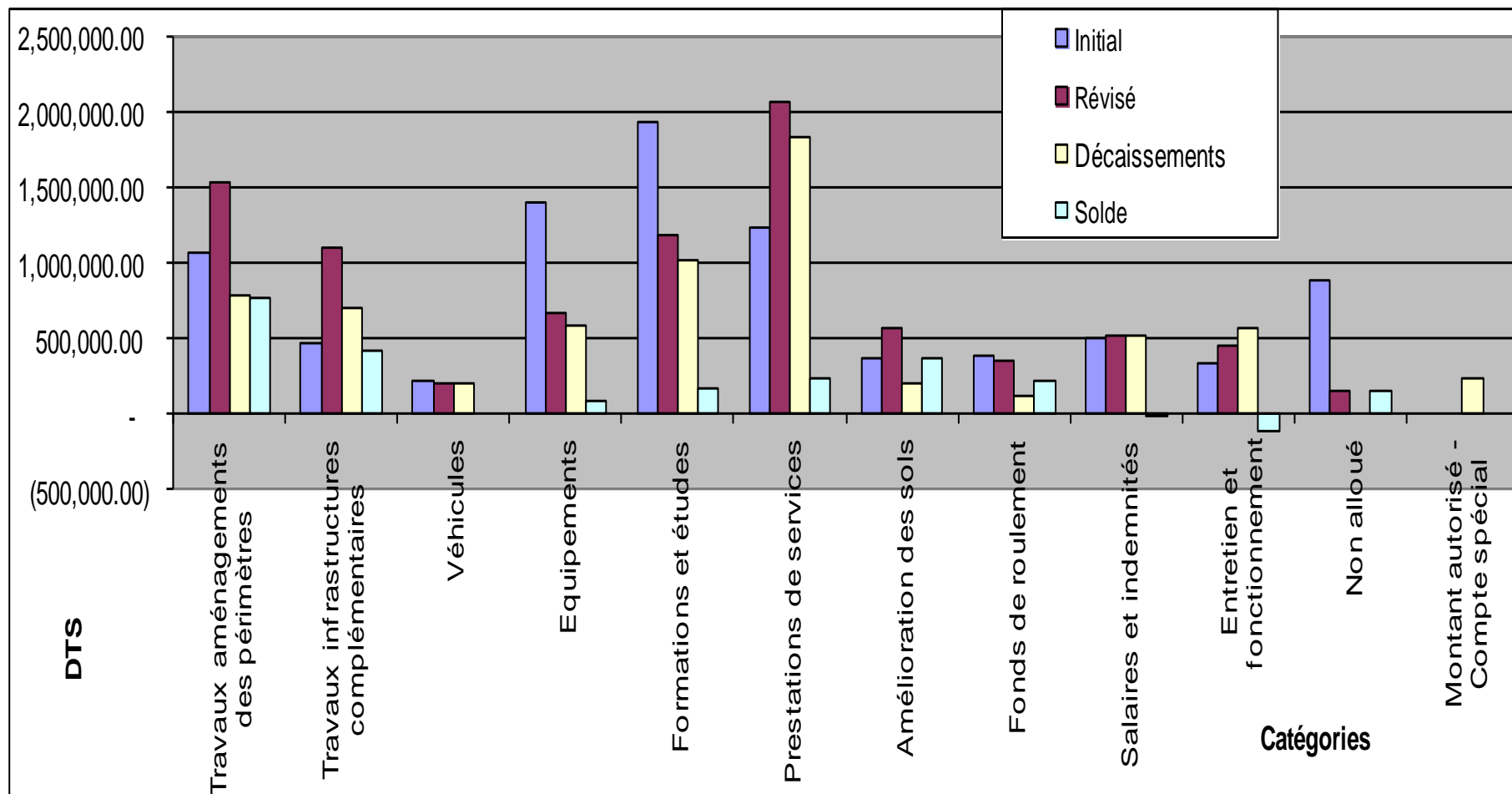
BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 18 septembre 2012)

Catégorie/Description		Montant Initial Alloué	Montant révisé	Décaissements	% décaissement	Solde
I.a	Travaux aménagements des périmètres	1,070,000.00	1,542,330.00	779,538.74	0.51	762,791.26
I.b	Travaux infrastructures complémentaires	470,000.00	1,102,870.00	693,296.94	0.63	409,573.06
II	Véhicules	210,000.00	202,480.00	202,479.28	1.00	0.72
III	Equipements	1,410,000.00	670,620.00	591,696.72	0.88	78,923.28
IV	Formations et études	1,940,000.00	1,186,130.00	1,022,204.50	0.86	163,925.50
V	Prestations de services	1,230,000.00	2,075,670.00	1,839,738.86	0.89	235,931.14
VI	Amélioration des sols	360,000.00	564,580.00	199,817.22	0.35	364,762.78
VII	Fonds de roulement	390,000.00	342,760.00	118,303.89	0.35	224,456.11
VIII	Salaires et indemnités	500,000.00	511,870.00	519,805.11	1.02	(7,935.11)
IX	Entretien et fonctionnement	340,000.00	450,520.00	567,986.23	1.26	(117,466.23)
99	Non alloué	880,000.00	150,170.00	-	-	150,170.00
99Z	Montant autorisé - Compte spécial	0	0	232,951.24	-	(232,951.24)
Total		8,800,000	8,800,000	6,767,818.73	76.9%	2,032,181

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Article I section 1.05	La supervision du PICOFA est assurée par le FIDA après la signature de l'accord de prêt	Amendement de l'Accord de Prêt pour refléter le passage à a supervision directe. Date : 11 mai 2009	Complété	
Annexe 2. Catégorie 6 «Amélioration des sols »	La catégorie 6 stipule un financement sur ressources extérieures à hauteur de 96% risque d'inclure des taxes, ce qui n'est pas conforme aux directives du FIDA qui prévoient que les taxes soient prises en charge par le Gouvernement.	Amendement de l'Accord de Prêt pour ajuster la contribution FIDA et éviter de financer les taxes	Complété	
Annexe 2. Catégorie 7 et 8 «Fonds de roulement et salaires et indemnités »	Les catégories 7 et 8 stipulent un financement sur ressources extérieures à hauteur de 100% sans précision si ces taux sont en hors taxes hors douanes ou en TTC	Amendement de l'Accord de Prêt pour ajuster la contribution FIDA et éviter de financer les taxes	Complété	
Section XXX	Réallocation	La réallocation budgétaire des ressources du projet a été faite avec la supervision de décembre 2009.	Complété	
Annexe 4. Passation des marchés.	Appliquer les dispositions de l'accord de prêt tel qu'il est signé.	Durant le terme du projet	Continu	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalizations PTBA 2012	Taux (%)			
COMPOSANTE 1 : PARTENARIAT ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À LA BASE							
Partenariat							
Sélection de villages partenaires	nbre	0	0.00		165	165	100.00
Appui à la mise en place de structures de coordination villageoise	nbre	0	0.00		65	41	158.54
Elaboration/actualisation d'outils de planification villageoise							
Elaboration d'outils de planification villageoise	nbre	0	0.00		52	64	81.25
Actualisation d'outils de planification	nbre	0	0.00		29	33	87.88
Formation des communautés de base en suivi évaluation participatif	nbre	0	0.00		254	495	51.31
Alphabétisation fonctionnelle							
Ouverture de centres d'alphabétisation initiale	nbre	0	0.00		235	232	101.29
<i>Hommes</i>	nbre	0	0.00		2,186	3,480	62.82
<i>Femmes</i>	nbre	0	0.00		4,463	3,480	128.25
Ouverture de centres d'alphabétisation complémentaire	nbre	32	32.00	100.00	202	75	269.33
<i>Hommes déclarés alphabétisés</i>	nbre	480	124.00	25.83	2,637	675	390.67
<i>femmes déclarées alphabétisées</i>	nbre	480	596.00	124.17	4,395	837	525.09
Formation professionnelle paysanne							
Sensibilisation et formation des leaders villageois sur le foncier rural	sessions	5	5.00	100.00	10	6	166.67
<i>Hommes</i>	nbre	75	75.00	100.00	104	90	115.56
<i>Femmes</i>	nbre	75	75.00	100.00	102	90	113.33
Sensibilisation/Formation aspects genre (leaders d'opinion)	sessions	0	0.00		10	10	100.00
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		259	150	172.67
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		36	150	24.00
Formation des leaders organisations féminines (genre et développement)	sessions	0	0.00		4	3	133.33
Technique de conservation, de transformation et de commercialisation	sessions	12	12.00	100.00	12	ND	
<i>hommes</i>	nbre	180	180.00	100.00	180	ND	
<i>femmes</i>	nbre	180	180.00	100.00	180	ND	
Technique d'irrigation et d'entretien des moyens d'exhaure	sessions	2	2.00	100.00	2	ND	
<i>hommes</i>	nbre	30	30.00	100.00	30	ND	
<i>femmes</i>	nbre	30	30.00	100.00	30	ND	
Formation des formateurs en technique de gestion des exploitations	sessions	2	2.00	100.00	2	ND	
<i>hommes</i>	nbre	12	12.00	100.00	12	ND	
<i>femmes</i>	nbre	8	8.00	100.00	8	ND	
Formation et recyclage des meuniers	sessions	5	5.00	100.00	5	ND	
<i>hommes</i>	nbre	118	118.00	100.00	118	ND	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalizations PTBA 2012	Taux (%)			
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		0	ND	
Formation des groupements féminins en technique de production de savon	sessions	2	2.00	100.00	2	ND	
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		0	ND	
<i>femmes</i>	nbre	60	60.00	100.00	60	ND	
Voyages d'échanges entre communautés de base							
Gestion fertilité des sols (CES-DRS) dans la région du Nord	nbre	0	0.00		5	7	71.43
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		63	105	60.00
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		49	105	46.67
Production maraîchère	nbre	0	0.00		3	5	60.00
<i>Hommes</i>	nbre	0	0.00		29	75	38.67
<i>Femmes</i>	nbre	0	0.00		24	75	32.00
Transformation des produits agro-sylvo-pastoraux		0	0.00		3	4	75.00
<i>Hommes</i>	nbre	0	0.00		3	60	5.00
<i>Femmes</i>	nbre	0	0.00		47	60	78.33
Embouche dans la région du sahel	nbre	0	0.00		4	2	200.00
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		57	112	50.89
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		57	112	50.89
Formations en technique de production							
CES/DRS	sessions	0	0.00		192	140	137.14
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		3,948	2,100	188.00
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		1,832	2,100	87.24
Production et utilisation de la fumure organique	sessions	0	0		193	140	137.86
<i>hommes</i>	nbre	0	0		4,575	2,100	217.86
<i>femmes</i>	nbre	0	0		2,236	2,100	106.48
Plantation d'arbres	sessions	0	0.00		156	74	210.81
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		3,128	1,110	281.80
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		878	1,110	79.10
Production maraîchère	sessions	0	0.00		124	140	88.57
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		1,854	2,100	88.29
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		2,843	2,100	135.38
Fauche et conservation du fourrage	sessions	0	0.00		133	88	151.14
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		2,689	1,320	203.71
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		1,320	1,320	100.00
Alimentation du bétail	sessions	0	0.00		133	88	151.14
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		2,407	1,320	182.35
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		1,300	1,320	98.48
Technique de transformation du poisson	sessions	0	0.00		1	1	100.00
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		0	15	0.00
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		37	15	246.67
Technique d'irrigation et d'entretien des moyens d'exhaure	sessions	0	0.00		3	3	100.00
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		19	45	42.22
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		71	45	157.78
Production de documents	nbre	0	0.00		3	3	100.00
Emissions radios rurales		0	0.00		0		
<i>Production</i>	heure	0	0.00		121	121	100.00
<i>Diffusion</i>	heure	0	0.00		384	400	96.00
Affiches pédagogiques	nbre	0	0.00		8,225	8,225	100.00
Théâtre forum	nbre	0	0.00		1	ND	100.00
Appui aux services techniques							
Matériels inform.	nbre	0	0.00		2	2	100.00

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalisations PTBA 2012	Taux (%)			
D/vulgarisation et R-D serv. Suvi-évaluation							
Matériels informatiques Observatoire fertilité des sols	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels bureau Observatoire fertilité des sols	Lot	0	0.00		1	1	100.00
Matériels roulant (motos) DRAHRH	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels roulant (motos) DRPF	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels roulant (motos) DRECV	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels informatiques DRAHRH	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels informatiques DRPF	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels informatiques DRECV	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels audio visuel maison de la femme	Lot	0	0.00		1	1	100.00
Matériels de bureau DRAHRH	Lot	0	0		1	1	100.00
Matériels de bureau DRPF	Lot	0	0		1	1	100.00
Matériels informatiques CNSFMR	nbre	0	0		2	2	100.00
Appui aux services techniques partenaires							
Matériel inform. D/vulgarisation et R-D serv. Suvi-évaluation	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels informatiques Observatoire fertilité des sols	nbre	0	0.00		2	2	100.00
Matériels bureau Observatoire fertilité des sols	Lot	0	0.00		1	1	100.00
Appui aux instances provinciales							
Equipements	Lot	0	0.00		1	1	100.00
Formation							
<i>Loi 10 et 14</i>	sessions	0	0.00		2	2	100.00
<i>Concertation et développement local</i>	sessions	0	0.00		2	2	100.00
TAUX MOYEN DE LA COMPOSANTE				97.37			118.45
COMPOSANTE 2 : APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE ET AU FINANCEMENT DES MPAV/APPUI A LA GESTION INTEGREE DE LA FERTILITE DES SOLS							
Elaboration et mise en œuvre des plans villageois de fertilité des sols							
Etat des lieux villages de contact	nbre	0	0.00		40	40	100.00
Elaboration de cartes morphopédologiques et aptitude des sols	nbre	0	0.00		3	3	100.00
Etude élaboration plan villageois fertilité	nbre	0	0		40	40	100.00
Elaboration de cartes de 81 terroirs villageois d'intervention avec caractéristiques pédologiques détaillées (échelle 1/20 000).	nbre	0	0		81	81	100.00
Elaboration de cartes	nbre	0	0		618	618	100.00

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalisations PTBA 2012	Taux (%)			
pédologiques détaillées (échelle 1/10 000) des bas-fonds à aménager.							
Formation des acteurs du PICOFA/valorisation des supports pédologiques.	sessions	0	0		0	66	0.00
Réalisation d'une illustration des résultats cartographiques en langues locales.	nbre	0	0		0	1	0.00
Mise en œuvre de PVGIFS	nbre	25	25.00	100.00	40	40	100.00
Recherche action en milieu réel							
Renforcement des capacités des producteurs sur la maîtrise des pratiques culturales et le respect des itinéraires techniques des technologies probantes en vue de leur meilleure expression et adoption	sessions	0	0		8	8	100.00
Renforcement des capacités des producteurs et des autres acteurs de vulgarisation sur la conduite des itinéraires des technologies probantes pour une prise en charge ultérieure des activités	nbre	0	0		4	3	133.33
Appui conseil et de suivi pour une meilleure appropriation des techniques par les producteurs et les agents vulgarisateurs ;	Sorties	0	0		2	5	40.00
Finalisation des études agro-pédologiques des sites d'intervention qui vont servir de référentiel pour PICOFA	Sites	0	0		25	25	100.00
Maîtrise de la problématique du compostage à l'échelle des villages par la gestion de la biomasse et l'utilisation raisonnée du compost au niveau de l'exploitation ;	Ratio	0	0		1	1	100.00
Traduction des manuels de vulgarisation dans deux langues (Goulmacéma et Mooré).	Ratio	0	0		0	9	0.00
Aménagement des bassins versants/Appui à l'amendement et à la protection des sols							
Réalisation de cordons pierreux (ha)	ha	800	743.50	92.94	12,837	12,000	106.97
Réalisation de zaï	ha	161	188.35	116.99	541	ND	
Réalisation de demi lune	ha	111	15.86	14.29	56	ND	
Traitement de ravines	ha	0	0.00		4	ND	
Agroforesterie	nbre	0	0.00		966,370	ND	
Récupération des terres dégradées motorisée	ha	0	0.00		1,697	ND	
Végétalisation de cordons pierreux	ml	0	0.00		404,452	ND	
Confection de haie vive individuelle	ml	0	0.00		391,069	ND	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalisations PTBA 2012	Taux (%)			
Protection des berges	ha	0	0.00		139	ND	
Bandes enherbées	ml	0	0.00		53,300	ND	
Appui à la production de plants	nbre	0	0.00		200,000	ND	
Appui à la création de pépinières	nbre	0	0.00		8	ND	
Promotion de la fumure organique améliorée au phosphate du Burkina							
<i>Réalisation de fosses fumières</i>	nbre	1,500	1,228.00	81.87	12,158	15,000	81.05
<i>production de fumure</i>	tonnes	6,000	7,200.00	120.00	133,237	60,000	222.06
<i>Superficie amendée</i>	ha	1,200	1,440.00	120.00	26,647	15,000	177.65
Intensification et intégration agriculture élevage							
<i>Équipement de démonstration alimentation bétail</i>	kits	0	0.00		165	165	100.00
<i>Matérialisation des couloirs et pâturages</i>	Km	54	36.40	67.41	36	16	227.50
Formation des formateurs en intégration Agriculture/élevage	sessions	0	0		1	2	50.00
Formation des cadres de PICOFA	Personne	0	0.00		15	15	100.00
Appui à la vulgarisation agricole							
Formation des formateurs	sessions	0	0		2	2	100.00
Acquisition de moto (125 cm ³)	nbre	0	0		20	20	100.00
Appui à l'approvisionnement et à la commercialisation							
<i>Appui au système d'information de marchés</i>		0	0		0		
Acquisition de motos	nbre	0	0		10	10	100.00
Acquisition d'unités informatiques	nbre	0	0		2	2	100.00
Fonds de développement local (FDL) et Fonds d'investissement pour la productivité agricole durable (FIPAD)							
Aménagement de jardins maraîchers	ha (site)	4	4.00	100.00	52	53	98.11
Aménagement de périmètres de saison sèche en bordure de retenues d'eau	ha	0	0.00		150	145	103.45
Aménagement de bas fonds							
Appui à la mise en valeur de bas fonds aménagés	ha	325	325.00	100.00	1,160	800	145.00
<i>Travaux</i>	ha	175	150.00	85.71	1,160	800	145.00
Réhabilitation de forages	nbre	45	45.00	100.00	79	ND	
Réalisation de nouveaux forages	nbre	26	26.00	100.00	76	76	100.00
Réalisation de boullis	nbre	2	2.00	100.00	7	6	116.67
Construction et équipement de CPAF	nbre	0	0.00		16	16	100.00
Construction de banque de céréales	nbre	19	19.00	100.00	23	9	255.56
Construction de parcs de vaccination	nbre	0	0.00		3	3	100.00
Protection de l'environnement							

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalisations PTBA 2012	Taux (%)			
Formation des formateurs en IEC/environnement	sessions	0	0.00		2	13	15.38
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		87	248	35.08
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		12	247	4.86
<i>Cadres de l'UGP</i>	nbre	0	0.00		11	11	100.00
Etude d'impact environnemental et social	Unités	0	0.00		1	1	100.00
Production diaporama et film	Unités	1	1.00	100.00	2	1	200.00
Campagnes de sensibilisation de lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme	Campagne	0	0.00		144	144	100.00
Convention avec DRAHRH-FADA	Protocole	0	0.00		1	1	100.00
Carte de dégradation et d'occupation des sols	Protocole	0	0.00		5	5	100.00
Suivi environnemental	Protocole	1	1.00	100.00	1	1	100.00
TAUX MOYEN DE LA COMPOSANTE				94.07			101.28
COMPOSANTE 3 : VALORISATION DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE/APPUI AUX AGR							
Recrutement d'Animatrices (AGR, caisses villageoises)	nombre	0	0.00		8	8	100.00
Formation des animatrices AGR en intermédiation auprès des IMF	sessions	0	0.00		1	1	100.00
Etude d'évaluation des filières potentielles dans la région de l'Est	nombre	0	0.00		1	1	100.00
Réalisation d'une étude d'extension du réseau des caisses populaires dans la région et définition des modalités de mise en œuvre du volet micro finance (GIE de femmes et de jeunes)	Unités	0	0.00		1	1	100.00
Fonds de roulement pour groupements féminins et jeunes							
Crédit demandé	1 000xF CFA	80000	115,292	144.12	349,888	ND	
Crédits accordés	1 000xF CFA	80000	115,292	144.12	349,888	ND	
Taux de satisfaction	%	100	100.00	100.00	100	ND	
Nombre de groupement bénéficiaire par an	nombre	80	68.00	85.00	269	ND	
Nombre de bénéficiaires	nombre	ND	1,063.00		3,960	ND	
Nombre de femmes bénéficiaires	nombre	ND	798.00		3,103	ND	
Nombre d'hommes bénéficiaires	nombre	ND	265.00		857	ND	
Equipements pour AGR							
Acquisition de charrettes asines au profit des groupements féminins	nombre	330	330.00	100.00	811	775	104.65
Equipements et intrants pour aviculture	Lot	600	0.00	0.00		150	0.00
Equipements et intrants pour embouche ovine	Lot	600	0.00	0.00		150	0.00
Equipements et intrants pour embouche porcine	Lot	594	0.00	0.00		150	0.00
Acquisition de moulins à grain	nombre	39	39.00	100.00	98	61	160.66
Equipements pour savonnerie	Kits	0	0.00		28	28	100.00
Equipements pour apiculture	Lot	0	0.00		47	48	97.92

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalizations PTBA 2012	Taux (%)			
Acquisition de presses à karité	nombre	0	0.00		2	2	100.00
TAUX MOYEN D'EXECUTION				74.80			80.27
COMPOSANTE 4 : PROMOTION D'UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET ECONOMIQUE FAVORABLE A UNE AGRICULTURE DURABLE							
Elaboration du manuel de procédures pour la mise en place du FDL	Unités	0	0.00		1	1	100.00
Mise en place des COP	nbre	0	0.00		10	10	100.00
Formation des membres COP et CVGT en technique de montage, d'analyse et de sélection des microprojets	sessions	0	0.00		10	10	100.00
<i>hommes</i>	nbre	0	0.00		105	105	100.00
<i>femmes</i>	nbre	0	0.00		7	7	100.00
Audit du FDL	nbre	0	0.00		2	4	50.00
Appui à l'élaboration des statuts et règlement intérieur des COP	Forfait	0	0.00		1	1	100.00
Elaboration d'un référentiel technique et financier (y compris atelier de validation)	Etude	0	0.00		1	1	100.00
Rélecture du code de financement	Forfait	0	0.00		1	1	100.00
Formation des membres des COP	sessions	0	0.00		22	22	100.00
Session COP	sessions	0	0.00		20	30	66.67
Appui à la filière phosphate							
Etude diagnostique des capacités de gestion des unions OPA en Burkina phosphate	Etude	0	0.00		1	1	100.00
Formation des unions OPA en gestion de fonds de roulement	sessions	0	0.00		0	5	0.00
Fonds de roulement aux unions OPA (acquisition de BP)	tonnes	360	360.00	100.00	360	360	100.00
Appui à la filière intrants et équipements							
Fonds de roulement aux unions OPA (acquisitions de charrues)	charrues	450	450.00	100.00	450	450	100.00
Investissement structurant							
extension des radios rurales	Forfait	0	0.00		0	2	0.00
centres de collecte de lait supplémentaires	centre	0	0.00		4	4	100.00
couloirs de transhumance							
Etude	km	0	0.00		1	1	100.00
Travaux de balisage des couloirs	km	470	220.00	46.81	800	1,050	76.19
Travaux de balisage des aires de repos et de pacage	nbre	17	6.00	35.29	23	34	67.65
Travaux d'aménagements de points d'eau	nbre	34	10.00	29.41	14	34	41.18
Travaux de construction des parcs de vaccination	nbre	23	15.00	65.22	15	17	88.24
Contrôle des travaux	Forfait	1	1.00	100.00	1	1	100.00
Suivi des travaux	Forfait	1	1.00	100.00	1	1	100.00
supervision générale des travaux et du contrôle	Forfait	1	1.00	100.00	1	1	100.00
Pistes rurales							

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalizations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalizations PTBA 2012	Taux (%)			
Etude	km	0	0.00		1	1	100.00
Travaux	km	162.2	38.50	23.74	39	162	23.74
Agences/caisses de crédit locales							
Appui à l'équipement des 2 nouvelles caisses populaires construites et non fonctionnelles dans la Tapoa et dans la Komienga	Unités	0	0.00		0	2	0.00
Appui aux institutions décentralisées							
Equipements	Forfait	0	0.00		5	5	100.00
Formation des institutions décentralisées	sessions	0	0.00		11	10	110.00
TAUX MOYEN DE LA COMPOSANTE				70.05			80.79
COMPOSANTE 5&C : ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME							
Acquisition de matériel et équipement							
Véhicules							
Véhicules (Pick up 4*4 double cabine, 2 stations wagon et 1 véhicule de liaison)	nbre	0	0.00		11	11	100.00
Equipements							
Motos 125 cc	nbre	0	0.00		32	32	100.00
Yamaha dame	nbre	0	0.00		8	8	100.00
Ordinateurs PC de bureau et accessoires	nbre	0	0.00		12	12	100.00
Ordinateurs portables	nbre	0	0.00		12	12	100.00
Photocopieurs grand format	nbre	0	0.00		1	1	100.00
Photocopieurs petit format	nbre	0	0.00		5	5	100.00
Matériel de terrain	Lot	0	0.00		2	2	100.00
Groupe électrogène	nbre	0	0.00		4	4	100.00
Climatiseurs	nbre	0	0.00		17	17	100.00
Matériel audiovisuel	Lot	0	0.00		2	2	100.00
Matériels et mobiliers de bureau	Lot	0	0.00		9	10	90.00
Acquisition de GPS	nbre	0	0.00		3	3	100.00
Acquisition d'une table de dessin	nbre	0	0.00		0	1	0.00
Acquisition d'un traceur	nbre	0	0.00		0	1	0.00
Etudes							
Acquisition d'un logiciel de suivi évaluation	nbre	0	0.00		1	1	100.00
Evaluation à mi-parcours		0	0.00		1	1	100.00
Appui technique	Forfait	1	1.00	100.00	2	2	100.00
Enquête de satisfaction	Forfait	1	1.00	100.00	1	1	100.00
Etude anthropométrique complémentaire	nbre	1	1.00	100.00	2	2	100.00
Situation de référence	nbre	0	0.00		1	1	100.00
Elaboration et mise en place du SIG	nbre	0	0.00		1	1	100.00
Evaluation finale	nbre	1	1.00	100.00	1	1	100.00
Audit des comptes	Exercice	1	1.00	100.00	7	8	87.50
Formation personnel du Programme							
Définition et implantation des systèmes de suivi évaluation des Programmes et programmes de développement	sessions	0	0.00		2	ND	
Personnel du Programme							
Atelier d'élaboration du PTBA	sessions	0	0.00		6	7	85.71

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Actions prévues/Composante	Unités	PTBA 2012			Réalisations cumulées au 30/06/2012	Objectifs lors de la préévaluation / ou de la RMP	Taux
		Objectifs PTBA 2012	Réalisations PTBA 2012	Taux (%)			
Formation personnel du projet	sessions	0	0.00		1	ND	
Formation personnel du projet							
Participation du personnel aux ateliers et séminaires	Nombre	ND			2	ND	
Pilotage du Programme							
Mise en place du Comité de Pilotage	Nombre	0	0		1	1	100.00
Mise en place de l'UGP	Nombre	0	0		1	1	100.00
Sessions du Comité de Pilotage	sessions	1	1.00	100.00	11	12	91.67
Rencontres trimestrielles de bilan programmation	nbre	2	1.00	50.00	11	12	91.67
TAUX MOYEN DE LA COMPOSANTE				92.86			91

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Niveau en 2006	Niveau de réalisation en 2012
I. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT			
Objectif global : Renversement de la tendance actuelle à la destruction du capital naturel de production agricole et d'élevage (sol et eau) par une gestion durable des ressources naturelles et l'intensification des systèmes traditionnels de culture et d'élevage pratiqués par les petits exploitants familiaux.	Taux de réduction de la prévalence de la malnutrition infantile		
	<i>Malnutrition aiguë (poids/taille)</i>	18% de filles et 20% garçons souffrent de malnutrition aiguë comparativement au taux national qui est de 21%.	13,13% des enfants souffrent de malnutrition aiguë
	<i>Malnutrition chronique (Taille/âge)</i>	40% de filles et 38% garçons souffrent d'une malnutrition chronique	39,82% des enfants souffrent de malnutrition chronique
	<i>Insuffisance pondérale (poids/âge)</i>	41% de filles et 41% de garçons	36,17% des enfants ont une insuffisance pondérale
	Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté	23,3% des ménages utilisent la traction animale; 93,65% possèdent des bicyclettes; 49,39% possèdent des radios	44% des ménages utilisent la traction animale; 95% possèdent des bicyclettes; 67% possèdent des radios, 31% ont une motocyclette, 4% ont de l'électricité et 2% ont des postes téléviseurs
	Nombre de ménages bénéficient d'une plus grande sécurité alimentaire (réduction de la période de famine) dans les villages d'intervention du Programme d'ici fin 2011	47 150 ménages (41%)	77 050 ménages (67%), 4,3 mois pour la première saison et 3,8 mois pour la seconde
II. OBJECTIFS SPECIFIQUES			
OS1: Inverser la tendance actuelle à la destruction du capital de production (sols et eau)	Taux de régression des sols nus (12 000 ha de terre nues récupérés et rapportés à la superficie totale dénudée de la zone d'intervention*100)	La contribution du projet à la régression des sols nus est de 3%	
	Taux de progression de la teneur en matière organique des sols	La Structure de 26 647,4 ha de terres cultivables a été améliorée grâce à l'apport de la fumure organique améliorée au Burkina Phosphate	
OS2 : Améliorer durablement la productivité des terres	Taux d'accroissement des rendements des principales spéculations	Mais 3 100 kg/ha contre 750 kg/ha en situation de référence ; Sorgho 1 900 kg/ha contre 650 kg/ha en situation de référence ; Riz pluvial 4 tonnes/ha comparé à 1,3 tonnes/ha en situation de référence ; Mil 950 kg/ha comparé à 450 kg/ha en situation de référence et le niébé 787,5 kg/ha comparé à 550 kg/ha en situation de référence.	
	Taux de réduction des impacts négatifs sur l'environnement	Les actions d'investissement du PICOFA concourent dans leur ensemble à l'amélioration du couvert végétal, Il n'ya pas eu d'impacts négatifs avérés, De plus, le Projet s'est inscrit dans une	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Niveau en 2006	Niveau de réalisation en 2012
		logique de durabilité environnementale par des actions de gestion participative et durable des ressources naturelles, l'utilisation de fumure organique, ainsi que l'utilisation raisonnée des intrants phosphatés	
	Taux d'augmentation de la sécurité alimentaire	100% des producteurs utilisant les technologies enseignées par le projet ont au moins 2 repas par jour	
	Taux d'accroissement du revenu des producteurs	Des 4500 producteurs ayant reçu et adopté les paquets techniques proposés par le Programme, 95% font état d'accroissement de leur production, et environ 25% d'accroissement de leurs revenus.	
III. RESULTATS PAR COMPOSANTE			
COMPOSANTE I : Partenariat et renforcement des capacités à la base			
R1 : Le partenariat local est établi	D'ici fin 2007, 165 villages de la zone d'intervention du Programme bénéficient des services du PICOFA	Les communautés de 165 villages de la zone d'intervention du projet bénéficient des investissements directs	
	En fin 2007, au moins 165 villages d'intervention ont signé un contrat de partenariat avec le PICOFA	165 villages ont signé des contrats de partenariat avec le PICOFA	
R2 : Les capacités des structures et des producteurs des villages d'intervention sont renforcées	Au moins 2 organisations socioprofessionnelles bénéficient de l'appui du PICOFA d'ici fin 2008	Le programme appui au moins 3 organisations socioprofessionnelles dans chacun de ses villages d'intervention	
	150 villages disposent de CVD d'ici fin 2010	165 villages d'intervention disposent de leur CVD	
	20 000 producteurs appliquent les technologies de gestion intégrée de la fertilité des sols d'ici fin 2009	29 137 producteurs appliquent la technologie GIFS	
	5 000 femmes sont alphabétisées d'ici fin 2010	4 463 femmes ont reçu l'alphabétisation initiale et 4 395 femmes sont déclarées alphabétisées	
	20 000 personnes sont formées à des techniques de production (par genre) d'ici fin 2009	29 137 producteurs ont été formés dont 10 517 femmes à des techniques de production	
COMPOSANTE II : Appui à la maîtrise d'ouvrage et au financement des microprogrammes d'aménagement et de mise en valeur			
Sous composante 1.2 : Recherche action en milieu réel			
1.2. R1 : Mettre au point, en milieu réel les référentiels techniques et organisationnels adaptés et efficaces	Au moins 3 tests par site et par technologie sont réalisés avec les paysans ayant conduit à l'élaboration de référentiels technico-économiques	4 à 5 technologies probantes ont été retenues et pré vulgarisées sur 25 sites en fonction des zones agroclimatiques et 135 producteurs volontaires y ont pris part	

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Niveau en 2006	Niveau de réalisation en 2012
	disponibles et de qualité d'ici fin 2009		
	Au moins 10 paysans par site d'expérimentation participent aux essais de recherche développement d'ici fin 2009		1 750 producteurs ont participé aux campagnes de vulgarisation
	Au moins 5 champs de diversité sur 5 sites sont mis en œuvre d'ici fin 2009		5 champs de diversité ont été mis en place et ont servi de champs écoles
Sous composante 2.2 : Microprogrammes d'aménagement et de mise en valeur			
2.2. R1 : Les microprogrammes villageois et intervillageois éligibles au FIPAD/FDL sont financés	486 microprogramme sont élaborés d'ici fin 2010		173 microprogrammes ont été élaborés
	243 MPAV sont financés par le FIPAD/FDL d'ici fin 2011		173 MPAV ont été financés à hauteur de 2 999 087 738 FCFA
2.2. R2 : Les micro zones de culture pluviale sont aménagés	12 000 ha de terres sont aménagées en CES/DRS/AGF d'ici fin 2010 dans la zone d'intervention du Programme		15 131 ha de terres cultivables ont été aménagée en CES/DRS/AGF
2.2. R3 : Le niveau d'intégration agriculture élevage est satisfaisant	15 000 fosses fumières sont creusées, stabilisées et remplies d'ici fin 2010		12 158 fosses fumières ont été réalisées
	66 000 tonnes de fumure organique améliorée au Burkina Phosphate sont produites d'ici fin 2010		1 33 237 tonnes de fumure organiques améliorées au Burkina Phosphate ont été produites
	12 000 ha de terres cultivables sont amendées à la fumure organique améliorée au Burkina Phosphate d'ici fin 2010		26 647,4 ha de terres cultivables ont été amendées à la fumure organique
2.2 R4 : Les communautés de base réalisent et gèrent leurs MPAV	46 ha de jardins maraîchers sont aménagés et exploités d'ici fin 2011		52 ha de jardins maraîchers ont été aménagés
	143 ha de périmètres maraîchers en bordure de retenues d'eau sont aménagés et exploités d'ici fin 2011		150 ha de périmètres maraîchers en bordure de retenues d'eau ont aménagés
	800 ha de bas fonds sont aménagés et mis en valeur d'ici fin 2011		1 160 ha de bas fonds ont été aménagés et mis en valeur.
2.2. R7 : Des infrastructures socio-économiques sont réalisées	84 points d'eau moderne sont réalisés dans les villages d'intervention du Programme d'ici fin 2011		76 forages ont été réalisés et ont contribué à réduire les maladies hydriques et couverts les besoins en eau d'au moins 15 000 personnes

BURKINA FASO
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE EN FERTILITÉ AGRICOLE
Mission de supervision: DU 02 AU 12 OCTOBRE 2012

Appendices

Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Niveau en 2006	Niveau de réalisation en 2012
COMPOSANTE 3 : Valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage/appui aux AGR			
R1 : Les produits de l'agriculture et de l'élevage sont mieux valorisés, notamment par les femmes et les jeunes, grâce à un meilleur accès au crédit	D'ici fin 2011, au moins 6 000 femmes pratiquent des activités de transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage	3 103 femmes ont bénéficié de crédit pour conduire leurs activités génératrices de revenus	
	Volume de crédit octroyé d'ici fin 2011 (par sexe)	349 888 927 FCFA de volume de crédit placé auprès de 269 groupements comptant en leur sein 3 960 membres dont 3 103 femmes.	
	Nombre de magasins de stockage de grains construits	23 banques de céréales ont été construites	
	Nombre de moulins à grain installés et fonctionnels	98 moulins à grains ont été acquis et installés et sont fonctionnels. Ces moulins ont générés un revenu additionnel moyen de 1 775 000 FCFA	
	Nombre de charrettes asines acquises et distribuées	811 charrettes asines ont été acquises et distribuées à 811 groupements féminins. Ces équipements ont réduit d'environ 2 heures le temps de travail qui était consacré aux corvées (recherche de l'eau, transport du bois de chauffe, préparation de la nourriture, etc.).	
COMPOSANTE 4 : Promotion d'un environnement institutionnel et économique favorable à une agriculture durable			
R1 : Le FIPAD/FDL est opérationnel	5 COP sont mis en place et fonctionnels d'ici fin 2006	5 COP ont été mis en place	
	Nombre de sessions COP tenues	15 sessions COP se sont tenues et ont permis de sélectionner 173 MPAV	
	Montant du FIPAD/FDL investi	2 999 087 738 FCFA ont été investis dans le financement des MPAV	
R3 : Les filières phosphate, intrants et équipements agricoles sont développées	5 unions OPA de la zone d'intervention du PICOFA ont bénéficié de fonds de roulement pour les filières phosphate, les intrants et équipements agricoles d'ici fin 2009	Les fonds de roulement n'ont pas été mis en place mais le programme a apporté une subvention aux producteurs pour l'acquisition de 360 tonnes de BP et de 450 charrues bovines	
R4 : Les infrastructures structurantes complémentaires sont réalisées	162,2 km de pistes rurales sont construites et ont participé à la facilitation de la communication et à l'écoulement des produits d'ici fin 2010	En cours: les taux d'exécution physique varient entre 16 et 46%, Fin probable décembre 2012. A date ce sont 38,5 km de pistes ont déjà été réalisés	
	1050 km de couloirs de transhumance sont aménagés et ont contribué à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs d'ici fin 2010	En cours: le balisage d'environ 800 km de couloirs de transhumance et de 26 aires de repos et de pacage (76%) ; la réalisation de 15 parcs de vaccinations (88%) ; la réalisation de 07 forages (22%) ; la réalisation de 02 boulis (100%).	

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Innovation

Crédit d'initiative bénéficiaire et autogéré. Sous la composante de valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage, l'exploitation des charrettes asines et des moulins à grains par les groupements féminins a permis de générer des revenus additionnels, qui ont été réinvestis sous forme de crédits aux membres sur une période déterminée assortis d'un taux d'intérêt débiteur parfois supérieur aux taux pratiqués sur le marché financier structuré. Ce mécanisme de crédit interne pourrait être révélateur pour développer un service de crédit de l'appartenance aux bénéficiaires et de l'autogestion participative. L'appui d'accompagnement du projet a été instrumental en développement des AGR grâce au travail de ses animatrices; un renforcement systématique au niveau technique et organisationnel aurait le potentiel de conduire ce mécanisme à l'institutionnalisation d'un service créé et géré par la communauté, avec l'inclusion des groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes et les pauvres.

la mise en place des comités de gestion au sein des groupements récipiendaires serait le point culminant du PICOFA pour assurer la gestion et l'entretien des microprojets, surtout en ce qui concerne les installations et les équipements subventionnés. Un comité de gestion est généralement composé de 10 - 12 membres élus d'une façon participative et transparente; ils sont souvent reconnus pour leur leadership et compétence dans la gestion des affaires collectives. Les fonctions principales du comité de gestion s'inscrivent dans la gestion de l'accès, l'utilisation et l'entretien de l'actif collectif. Des cotisations annuelles et des frais d'utilisation pour les membres sont déterminés, ainsi que les frais de location pour des utilisateurs externes. En principe, les membres ont l'accès prioritaire par rapport aux utilisateurs non-membres, et l'ordre de l'accès parmi membres est décidé collectivement d'une façon transparente, souvent selon l'ordre de l'urgence mis en accord collectivement. Les revenus venus des cotisations, frais d'utilisation et de location sont déposés dans la caisse populaire locale et ils sont gérés comme un fonds de levier pour faciliter l'accès à d'autres ressources financières telles que des subventions et des crédits. Une partie de ces revenus est utilisée pour l'entretien fait par les services externes, ou pour l'achat des pièces de rechange en cas nécessaire. En principe, tous les membres du comité de gestion font du bénévolat non rémunéré, l'entretien sans appel au service externe se fait par des membres eux-mêmes qui contribuent leur temps et main-d'œuvre d'une façon volontaire et rotative. Ce mécanisme de gestion assure la durabilité de l'actif collectif acquis, ainsi que le dynamisme de l'appartenance des membres au groupement formé sur la base d'un intérêt commun. Le fonds interne composé des cotisations et des revenus aurait le potentiel d'être structuré et transformé en un fonds rotatif et renouvelable pour appuyer les AGR sous forme de crédit aux membres.
